

Convention collective

**IDCC : 8831. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES, SCIERIES AGRICOLES
ET PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE
(Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère et Puy-de-Dôme)
(16 septembre 1986)**

(Étendue par arrêté du 6 février 1987,
Journal officiel du 1^{er} mars 1987)

AVENANT N° 42 DU 24 JANVIER 2018

RELATIF AUX SALAIRES

NOR : AGRS1897150M

IDCC : 8831

Entre :

Syndicats des exploitants forestiers et scieurs des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme ;

Syndicats des propriétaires forestiers, sylviculteurs des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Puy-de-Dôme,

D'une part, et

Syndicats de la fédération générale de l'agroalimentaire CFDT des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme ;

Syndicats de la confédération des travailleurs chrétiens CFTC des départements suivants : Allier, Cantal, Gard, Haute-Loire, Loire, Lozère, Puy-de-Dôme ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I de la convention collective sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Grille des salaires des travailleurs au temps

A. – Personnel ouvrier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE à compter du 1 ^{er} février 2018	SALAIRE MENSUEL sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
I	A B	100	9,88	1 498,50

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE à compter du 1 ^{er} février 2018	SALAIRE MENSUEL sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
II	1 C	105	9,92	1 504,57
	2 D	110	9,95	1 509,12
III	1 E	115	9,98	1 513,67
	2 F	125	10,00	1 516,70
	3 G	135	10,02	1 519,73
IV	1 H	150	10,06	1 525,80
	2 I	170	10,34	1 568,27
	3 J	200	11,22	1 701,74

B. – Personnel administratif, commercial et technique

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE à compter du 1 ^{er} février 2018	SALAIRE MENSUEL sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
ACT1		100	9,88	1 498,50
ACT2	1	110	9,95	1 509,12
	2	120	9,99	1 515,18
ACT3	1	135	10,02	1 519,73
	2	150	10,06	1 525,80
ACT4		170	10,34	1 568,27
ACT5	1	190	11,05	1 675,95
	2	210	11,61	1 760,89
ACT6	1	240	12,59	1 909,53
	2	270	13,59	2 061,20

C. – Agent de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE à compter du 1 ^{er} février 2018	SALAIRE MENSUEL sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
AM1		190	11,05	1 675,95
AM2	1	230	12,26	1 859,47
	2	270	13,59	2 061,20
AM3	1	320	15,26	2 314,48
	2	370	16,94	2 569,29

D. – Cadres

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE à compter du 1 ^{er} février 2018	SALAIRE MENSUEL sur la base de 151,67 heures (35 heures hebdomadaires)
C1	280	13,93	2 112,76
C2	360	16,61	2 519,24
C3	420	18,61	2 822,58
C4	460	19,98	3 030,37
C5	480	20,62	3 127,44
C6	510	21,64	3 282,14
C7	550	22,96	3 482,34
C8	600	24,63	3 735,63

Article 2

Aucun salaire ne peut être inférieur au Smic et en tout état de cause, il convient pour déterminer la rémunération, de faire application de l'article 32 de la loi du 19 janvier 2000 modifiée instaurant une garantie mensuelle de rémunération et de l'article 6.6 de l'accord national du 23 décembre 1981 relatif à la garantie de rémunération lors du passage aux 35 heures.

Article 3

Le présent avenant prend effet au 1^{er} février 2018.

Article 4

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Lempdes, le 24 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)